

La visite de la Cheffe du gouvernement italien en Tunisie : les contextes et les attentes

La cheffe du gouvernement italien Georgia Meloni a effectué, le 06 juin 2023, une visite en Tunisie, « à titre personnel », pour répondre à une invitation émanant du président de la république tunisienne Kais Saïd.

Bien que cette venue ne rentre pas dans le cadre des visites diplomatiques programmées à l'avance et auxquelles on prépare une programmation précise, on ne peut pas la considérer en dehors du contexte socio-économique et politique général par lequel passe actuellement la Tunisie. En effet, la situation financière tunisienne passe par une multitude de crises en relation avec le financement et la quête d'emprunts auprès du Fonds Monétaire Internationale (F.M.I.) dont les procédures font du surplace depuis plus d'une année et auquel l'état tunisien, à travers son président Kais Saïd, cherche ce qu'il appelle, des solutions alternatives sans fermer la porte devant les négociations sans conditions.

C'est dans le cadre de ces événements que l'Etat italien s'est mobilisé (via la cheffe du gouvernement, le ministre des affaires étrangères, le ministre de

la Défense et le ministre de l'Intérieur) en formant un lobby diplomatique afin de convaincre les pays européens ainsi que les fonds monétaires internationaux de la nécessité de prêter à la Tunisie ce qui lui est indispensable pour combler son déficit budgétaire. En effet, l'Italie a réussi, lors de la dernière réunion de Bruxelles, à obtenir un accord de principe avec les représentants des pays européens portant sur une partie d'un apport financier à accorder à la Tunisie en attendant la finalisation des négociations avec le F.M.I.

Cette « réalisation italienne » peut être considérée comme une matérialisation visible de sa vision géopolitique de la région qui a commencé avec la signature des accords énergétiques avec l'Algérie et la coordination politique et sécuritaire avec la Tunisie.

Parmi les problématiques sensibles qui préoccupent les instances italiennes et qu'elles utilisent aussi bien aux niveaux européen qu'international demeure celle de la migration non-règlementaire. Puisque certaines informations indiquent que les instances

italiennes ont invité la Tunisie à jouer un rôle de première ligne dans la lutte contre ce mouvement humain. Ce rôle a suscité plusieurs réactions entre ceux qui considèrent que la Tunisie deviendra, par-là, le gardien sud de la mer méditerranéenne et ceux qui considèrent que ce rôle nécessitera une coordination entre les différents pays concernés par ces mouvements migratoires. C'est à cet égard que le président de la République Kais Saïd a programmé une rencontre réunissant les pays européens et non-européens concernés par le dossier de la migration autour d'une même table sans préciser si sa nature sera politique ou sécuritaire.

Sans spéculer sur la nature de cette rencontre, son issue demeure sujette à plusieurs interrogations et ambiguïtés dont, entre autres interrogations, Comment trouver des solutions à la migration non-réglementaire alors qu'il y a fermeture des frontières devant les migrants totalement en incohérence avec les accords et traités internationaux qui organisent la libre circulation des êtres humains. De plus, quel serait l'intérêt de la Tunisie ainsi que le rôle qu'elle va jouer ?

Il paraît évident que la visite de Meloni en Tunisie rentre dans le cadre des points suivants : la discussion autour de l'organisation de la rencontre suscitée, rassurer le président de la République

concernant le dossier monétaire tunisien et peut-être la présentation d'autres garanties, surtout à la suite de l'appel téléphonique entre E. Macron et K. Saïd, durant lequel, ce dernier aurait présenté la vision tunisienne de la résolution de ses crises socio-économiques.

Peut-être que la visite de Georgia Meloni en Tunisie est une sorte de rappel du rôle italien dont peut disposer notre pays.

Il est d'usage que certains pays proposent leur aide dans le cadre d'un intérêt commun et de convergences politiques et c'est ce qui nous pousse à nous interroger sur la nature et les causes de ces convergences qui réunissent la Tunisie et l'Italie et spécifiquement dans ce contexte de crise monétaire profonde que vit notre pays et l'aspiration de l'Italie à reprendre sa place dans la région méditerranéenne, sans oublier la capacité de la Tunisie à diversifier ses alliances politiques pour sortir de ce cercle de crise.

Peut-on, donc, dire que la coopération Tuniso-italienne pourrait nous fournir des garanties pécuniaires et un soutien politique dans une sorte de contrat gagnants-gagnants, et où la problématique de la migration non-réglementaire passe d'une nature sécuritaire à une nature humaine, Droits-de-l'homme ?